



Pourquoi l'Ouest maintient l'épée de Damoclès au-dessus du Congo

Par [Tony Busselen](#)

Mondialisation.ca, 22 janvier 2008

[Michel Collon info](#) 22 janvier 2008

Région : [Afrique subsaharienne](#), [États-Unis](#)

Thème: [Militarisation](#)

La situation actuelle en République démocratique du Congo

Pourquoi Laurent Kabila a-t-il été éliminé ? Les manoeuvres stratégiques des Etats-Unis et des puissances occidentales contre le Congo. L'épée de Damoclès qui pèse sur Joseph Kabila.

Quand Laurent Désiré Kabila, le père et le prédécesseur de l'actuel président de la RDC (République Démocratique du Congo), a été assassiné le 16 janvier 2001, la presse occidentale et les leaders politiques ont ouvertement applaudi cet assassinat. » Une fenêtre est ouverte sur de nouvelles opportunités " a dit Louis Michel, qui était alors le ministre des Affaires étrangères de Belgique. Depuis le 2 août 1998, le Rwanda et l'Ouganda ont entrepris une guerre d'agression contre le Congo avec le soutien de l'Europe et des Etats-Unis. Aldo Ajello, envoyé spécial de l'Union européenne pour l'Afrique centrale, a déclaré à la fin de son mandat en mars 2007: "C'est vrai que Kabila n'était pas populaire en fait, tout le monde dans l'ouest de l'Afrique aurait préféré que l'attaque éclair du Rwanda et de l'Ouganda ait rencontré le succès. Kabila a préféré donner une réponse militaire plutôt que diplomatique à ses agresseurs. Mais les Rwandais avaient la meilleure armée d'Afrique centrale. Elle était la plus en avance. Finalement, grâce à l'intervention du Saint-Esprit, Laurent Kabila a été tué et son fils, Joseph Kabila, est arrivé." (Le Soir, 4 mars 2007).

Dans le but d'éliminer Laurent Kabila, l'Ouest a fait abattre 5 millions de Congolais qui sont morts à la guerre entre 1998 et 2003.

Qu'est-ce qui a bien pu déclencher une telle barbarie cynique pour éliminer un seul homme, le président du Congo?

1. Le crime de Laurent Kabila

Laurent Kabila avait simplement commis le crime de mobiliser la population congolaise dans un conflit armé contre le régime de Mobutu. Laurent Kabila s'était adressé à la population comme un révolutionnaire qui refusait d'accepter l'ancien système colonial et néo-colonial. Il avait défendu une politique économique au profit des Congolais plutôt qu'au profit des multinationales occidentales: le seul plan de reconstruction du Congo rédigé par des ministres congolais sans "l'aide" du FMI ou des financiers des banques occidentales qui s'étaient présentés en décembre 1997 à Bruxelles à la conférence des "Amis du Congo". Il a immédiatement été rejeté. La raison ultime était que Laurent Kabila avait organisé la population dans une optique différente: la population jeune était organisée dans un service national d'aide à la construction des infrastructures et au soutien des projets agricoles. Il

s'agissait des cantines populaires servant à contrer les problèmes de l'insécurité alimentaire des grandes villes. Et enfin il a organisé les CPP (Comités du Pouvoir populaire) pour construire un Etat dans lequel le pouvoir pouvait rester entre les mains de la population.

Après la mort de Laurent Kabila, l'Ouest s'est attendu à des conflits à Kinshasa et les forces armées coloniales se sont tenues prêtes à intervenir. Les 17 et 18 janvier 2001, la Libre Belgique publiait déjà des photographies des armes, des jeeps et des tanks des para-commandos belges se préparant à prendre l'avion vers Brazzaville pour être prêts à une intervention, comme ils l'avaient fait dans "les bons vieux jours" des années 60. Mais la population congolaise soutenait son héritage politique en assistant à l'enterrement de la personne qu'ils appelaient "Mzee": l'homme sage. Au lieu de lancer des émeutes, ils étaient groupés par millions de gens pleurant le deuil tout le long de la route sur laquelle passait la dépouille de Mzee en direction du cimetière.

Le cercle étroit des amis de Laurent Kabila, Abdoulay Yerodia, son ministre des Affaires étrangères, le général Lwetcha, tête de l'armée (FARDC) ainsi que les anciens camarades du maquis des années 60, 70 et 80 qui s'étaient battus contre la dictature néo-coloniale de Mobutu,, ont décidé sous sa direction de stabiliser la situation et d'organiser une transition du pouvoir dans les mains du fils de Kabila: Joseph Kabila.

Le 26 janvier, à l'âge de seulement 29 ans, Joseph Kabila prêta serment pour la présidence de la RDC. A cette époque, le pays était divisé entre au moins trois différentes parties: l'une était sous le contrôle de l'armée congolaise, une autre sous celui de l'armée rwandaise et la troisième sous celui de l'armée ougandaise. Neuf jours après le décès de son père, Joseph Kabila adoptait une politique que l'on peut résumer par le principe: "faire des concessions pour préserver l'essentiel." L'essentiel a été défini dans son discours du 26 janvier comme suit: "stopper la guerre, qui a déjà causé tant de pertes, aussi vite que possible, pour forcer les armées d'agression à quitter le pays; restaurer l'unité et la souveraineté du Congo; organiser des élections et jeter les bases d'une reconstruction économique.

Les évènements politiques qui ont suivi sont plutôt inhabituels et paradoxaux.

Les concessions étaient énormes. Leur liste en est très longue, et je ne rapporterai que l'essentiel.

Immédiatement, un cadre congolais du FMI est devenu ministre des Finances du nouveau gouvernement. Depuis cette époque et jusqu'à présent, le budget du gouvernement est décidé et contrôlé par le FMI. Cela signifie que la politique économique est dépendante des aléas du marché international, que le remboursement de la dette est une priorité et que les investissements privés sont le moteur de la reconstruction de l'économie.

Joseph Kabila a accepté de négocier avec les Congolais qui avaient collaboré avec les agresseurs, ceux que l'on appelle les rebelles et qui avaient été menés par Bemba, lequel avait collaboré avec l'armée ougandaise et aussi avec la faction pro-rwandaise dénommée "Rassemblement pour la Démocratie Congolaise", le RCD.

Il a accepté un gouvernement de transition en 2003, dans lequel les nationalistes étaient minoritaires et le pouvoir, à tous les niveaux, divisé entre les nationalistes d'un côté et les collaborateurs avec les agresseurs rwandais et ougandais ainsi que l'opposition pro-occidentale de l'autre. On pourrait comparer cela à l'obligation de la résistance française de former un gouvernement national avec les anciens collaborateurs nazis sous la pression des Américains à la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est évidemment inconcevable d'un

point de vue européen, mais comme le disent les néo-colonialistes: "En Afrique, la démocratie ne suit pas les mêmes règles qu'en Europe." Les militants pro-Mzee les plus révolutionnaires ont été prudemment gardés hors de l'appareil d'Etat et exclus du droit de vote.

La campagne électorale de 2006 a été dominée complètement par la vieille garde mobutiste. Le parti de Bemba a gardé, tout au long de la campagne, l'initiative politique. Il a lancé une campagne virulente de dénigrement de la paternité et de la nationalité de Joseph Kabila. Etait-il vraiment le fils de Laurent Kabila? Etait-il réellement Congolais? Ils l'ont accusé d'avoir vendu le Congo au Rwanda. Et ainsi de suite. Le camp qui soutenait la campagne de Joseph Kabila a refusé de dénoncer les crimes de guerre commis par Bemba. Il a refusé de répondre aux accusations des bembistes. Questionné sur les raisons très défensives qu'il avait de mener la campagne, un des membres des relations publiques de Kabila a répondu: "Le président a donné sa parole à la communauté internationale de ne pas polémiquer sur l'issue de la guerre". C'est consternant de voir comment le camp Kabila s'est limité à seulement répéter: "Votez pour Joseph Kabila" durant cette période.

On peut dire que la victoire de Joseph Kabila avec 58% des voix est comparable à la victoire d'un boxeur qui aurait eu les mains liées dans le dos pendant le combat.

2.L'Ouest reste méfiant

En dépit de toutes les concessions que JK a consenti à faire depuis 2001 jusqu'à présent, l'Ouest est toujours resté très suspicieux à son égard. Il devait constamment prouver qu'il accepterait les règles imposées par les Etats-Unis et l'Europe. En gros, cela signifiait accepter une position faible dans un Etat faible totalement inféodé aux Etats-Unis et à l'Europe. C'est tout à fait exceptionnel que Joseph Kabila ait pu atteindre les buts qu'il s'était imposés le 26 janvier 2001, et ceci sans une rupture majeure dans ses relations avec l'Ouest. Par exemple, des pressions fortes s'exerçaient, avant les élections, pour que certains perdants puissent avoir la garantie de positions-clefs dans le gouvernement et l'Etat. Les arguments étaient les suivants: si vous ne donnez pas ces garanties, la guerre redémarrera de plus belle." Le but réel était d'entretenir la division à la tête de l'Etat après les élections. JK a refusé, en dépit des pressions et, par la suite, la milice de Bemba, vice-président dans le gouvernement de transition, a été désarmée. Bemba lui-même a été accusé de trahison et il est actuellement en exil et s'est écarté de lui-même de toute la vie politique.

La bataille la plus importante est maintenant celle qui consiste à contrôler les provinces de l'est du Kivu. Malgré la signature d'un accord de paix, la formation du gouvernement d'unité nationale et toutes les autres concessions que Joseph Kabila a faites, les troupes du président du Rwanda Paul Kagame, l'un des plus importants piliers des forces proaméricaines en Afrique, contrôlent encore de larges parties du Kivu du nord. Une armée aussi bien équipée et vêtue d'élégants uniformes, avec le criminel de guerre Laurent Nkunda comme chef, est encore active en tant que force autonome. Les arguments avancés par Kigali et Nkunda pour justifier la présence de cette armée sont que le gouvernement congolais et les FARDC, l'armée congolaise, collaboreraient encore avec l'Interhamwe, c'est-à-dire la milice accusée d'avoir commis le génocide rwandais en 1994. Nkunda est décrit comme un héros à Kigali, un héros qui aurait défendu les Tutsis congolais pendant le génocide et qui continuerait à les défendre aujourd'hui contre des gens qui seraient animés par une idéologie génocidaire. La dictature de Kagame s'articule autour de l'argument démagogique qu'il défend les Tutsis à l'intérieur et à l'extérieur du Rwanda. C'est à mettre

en parallèle avec l'idéologie sioniste qui justifie de la même manière la terreur contre les Palestiniens et les agressions contre les habitants arabes d'Israël. L'objectif réel de Kagame est de maintenir une tension ethnique au Kivu et de continuer d'entretenir le chaos aussi longtemps que possible dans le but d'affaiblir la position de Joseph Kabila. A cause des crimes que cette armée a commis depuis 1994, Kagame sait qu'il est haï par une grande majorité des peuples qui vivent au Rwanda et dans le voisinage du Kivu. Un Congo stable est donc une menace mortelle pour lui. Le rêve que Kagame et ses maîtres impérialistes poursuivent est de créer un état tampon entre le Congo et le Rwanda.

La position du Président et du gouvernement de Kinshasa est que la défense de chaque communauté du Congo soit la tâche exclusive de l'Etat congolais et non celle d'un Etat voisin ou d'une milice indépendante. En plus, Kinshasa constate que Kagame continue à soutenir la milice de Nkunda en armes et en soldats. Le gouverneur de la province nord du Kivu a ainsi demandé une enquête sur les sources d'approvisionnement en armes et en uniformes des soldats de Nkunda.

3. La volte-face américaine

Kabila a montré tellement de patience et de bonne volonté dans ses négociations avec Nkunda et Kigali qu'aujourd'hui il est devenu impossible pour les USA et pour l'Europe de continuer à exiger de la souplesse de la part de Kabila envers Nkunda.

Le point de non-retour pour la position occidentale a été atteint le 15 octobre, quand Kabila était à Goma, la capitale du Nord Kivu, pour préparer un assaut final contre la milice de Nkunda. Immédiatement, les ambassadeurs des USA, Grande-Bretagne, France, Belgique et Afrique du Sud, menés par la tête de la MONUC (Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo) et du superman de la CIA, Swing, ont fait un vol de 2000 km de Kinshasa vers Goma pour discuter avec Kabila.

Alors qu'ils avaient insisté, depuis des mois et des années et jusqu'au tout dernier jour, sur l'absolue nécessité de trouver une solution politique au problème et d'éviter à tout prix une nouvelle guerre, ils ont déclaré après leur rencontre avec Joseph Kabila: "Nous sommes ici pour confirmer notre soutien au gouvernement de Kabila et aussi pour confirmer le droit de l'Etat congolais de protéger et donner la sécurité à tous les citoyens de l'Etat. Nous demandons de nouveau à tous les dissidents de déposer les armes inconditionnellement et sans délai."

La volte-face américaine, immédiatement suivie par l'Union européenne, a été confirmée vendredi dernier, quand Kabila a rendu visite au président Bush à la Maison blanche à Washington. Bush, serrant les mains de Kabila entre les siennes devant les caméras a dit: "Monsieur le Président, vous avez dit que vous désiriez organiser des élections libres et vous l'avez fait. Et j'apprécie cela et je vous félicite d'être un homme de parole. Et nous continuerons à travailler avec vous, Monsieur, pour étendre la paix et la stabilité à tout le voisinage. Aussi, je vous souhaite la bienvenue!"

4. La position occidentale a-t-elle réellement changé?

Pour le moment, l'Ouest a été obligé d'accepter Joseph Kabila comme Président du Congo en dépit du fait qu'il continue à refuser la présence d'un contrepoids militaire à l'intérieur du territoire de l'Etat du Congo. Les résultats des conflits avec Bemba et Nkunda sont juste à l'opposé de ce que l'Ouest aurait souhaité.

Premièrement, la politique de “faire des concessions dans le but de sauver l’essentiel” a, pour le moment, réussi. Il est militairement et politiquement très risqué pour l’Ouest d’insister ouvertement et d’invoquer un Etat congolais faible dans un dialogue avec une rébellion qui a commis tant de crimes de guerre. Il y a deux raisons à cela.

Depuis les années 80, aucune des stratégies déployées par l’Ouest n’a fonctionné ou donné les résultats voulus. Continuer de soutenir la stratégie de guerre et de chaos qu’elle poursuit depuis 1998 pourrait retourner toute la région, et peut-être tout le continent, définitivement contre l’Ouest. Le pire cauchemar pour l’Ouest est le retour de la mobilisation massive et de l’explosion de colère du peuple congolais comme cela était déjà arrivé au début de la guerre d’agression d’août 1998. Et comme c’est aussi arrivé pendant l’occupation du Bukavu par l’armée rwandaise sous la conduite de Nkunda en mai et début juin 2004. Après deux jours de manifestations massives dans chaque ville congolaise, les troupes rwandaises ont reçu l’ordre de quitter Bukavu et la ville est tombée aux mains de l’armée congolaise sans qu’une seule balle ne soit tirée. La raison en est que la panique dans les cercles diplomatiques était à son comble, à tel point qu’on a même envisagé l’évacuation de la MONUC.

Deuxièmement, en septembre, un mois avant la volte-face américaine, un investissement chinois gigantesque de 8.5 milliards de dollars a été annoncé pour être injecté dans l’économie congolaise. Cette annonce a été suivie un mois plus tard par la visite à Kinshasa du vice gouverneur de la banque chinoise pour le développement. Un second accord a été pris et le montant exact n’est pas encore connu. Mais des sommes allant de 10 à 14 milliards de dollars sont avancées par les différents journaux.

Le jour qui a suivi le premier accord, le Financial Times du 19 septembre dans un article intitulé “Alarme sur le marché sino-congolais ” disait: “De nombreux groupes miniers de l’Ouest sont intéressés par le fait d’avoir accès à ces ressources pour remplacer les leurs en décroissance, mais ils se sont largement retenus d’investir dans la région, découragés par l’instabilité continue, l’élargissement de la corruption et le manque d’infrastructure.”

Alex Gorbansky, directeur de “Frontier strategy Group”, un bureau d’analyse des marchés émergents, a dit que les accords signés entre la Chine et Kinshasa mettront la pression à la fois sur les grandes compagnies minières désireuses d’entrer dans le jeu et sur les petites compagnies déjà présentes sur le terrain. Cela donnera à la Chine un avantage particulier dans l’exploitation du cuivre, insiste-t-il. Il ajoute que les grandes compagnies minières de l’Ouest, telles que Anglo American et Rio Tinto, ont consacré du temps et de l’argent à soupeser les opportunités au Congo. Mais la brusque entrée en jeu de la Chine peut signifier qu’ils arrivent trop tard pour investir leur capital dans les meilleures conditions de sécurité et de rentabilité.”

Aussi, le temps est venu pour les compagnies occidentales d’investir ou de prendre le risque “d’arriver trop tard pour investir au mieux de leurs intérêts.”

5. L’épée de Damoclès menace toujours de tomber.

Bush a parlé amicalement de Kabila. James Swan, assistant député d’Etat pour les Affaires africaines, a aussi parlé amicalement des activités chinoises en Afrique. Le 9 février 2007, Swan avait parlé à l’école d’affaires publiques et internationales de l’Université de Columbia. Il avait dit à l’audience: “La Chine a des intérêts importants en Afrique, qui comprennent l’accès aux ressources et aux marchés et l’entretien d’alliances diplomatiques. Aucun de ces intérêts n’est lié aux intérêts des USA. La politique américaine n’est pas de

réduire ses implications en Afrique, mais de chercher à obtenir la collaboration là où c'est possible. Par exemple en trouvant des complémentarités dans nos programmes d'aide."

Aussi, il semblerait que guerres et alliances militaires ont été remplacées par l'amitié et la coopération entre les USA, les gouvernements africains et la Chine. Et l'Afrique serait sur la route du développement « en trouvant une complémentarité entre les programmes d'aide » américains et chinois. Mais ne négligeons pas la nature cynique de l'impérialisme. Lorsqu'il embrasse ses ennemis, il cache une arme sous son manteau, toujours prête à jaillir.

En fait, la position occidentale à l'égard de Nkunda était très ambiguë : quand l'Ouest dit que Kabila a le droit de réprimer la rébellion de Nkunda, il continue en même temps à insister quand même sur la nécessité de la négociation à mettre en garde sur l'incapacité de l'armée congolaise à être à la hauteur de la tâche. Dès la première opération militaire, il y a eu trahison. Après l'occupation du village de Mushake par l'armée congolaise, un bastion de Nkunda, la brigade indienne de la MONUC a refusé d'intervenir au moment décisif, quand les soldats de Nkunda ont lancé une contre-attaque. Il y a aussi eu trahison à l'intérieur de l'armée qui a été infiltrée par les anciens officiers de la rébellion du RCD et l'armée congolaise a quitté le village. On a immédiatement lancé une rumeur à propos d'une grande défaite de l'armée et de la nécessité de forcer le ministre de la Défense nationaliste, Chikez Diemu, à la démission ainsi que Dieudonné Kayembé, l'officier nationaliste qui dirigeait les FARDC. Et naturellement, à propos de la nécessité de...négocier à nouveau!

La conférence sur le Kivu est en cours actuellement (janvier 2008). Toutes les communautés et tous les acteurs du Kivu y participent. L'objectif est de formuler des suggestions pour obtenir une paix solide dans les provinces de l'Est. Pour le moment (15 janvier) la conférence n'est pas encore terminée. On ne peut pas encore se faire une idée du résultat, mais c'est la bataille qui continue sous une forme politique. Kabila a bien entendu refusé la démission des nationalistes à la tête des FARDC.

Mais la bombe à retardement suivante pour l'Etat congolais est déjà préparée depuis 2005. Les professeurs belges qui ont écrit la constitution actuelle ont soigneusement placé cette bombe. Ils ont réorganisé les 11 provinces existantes en 26 provinces. Le second article de la constitution stipule que les frontières de ces provinces seront définies par une loi organique (NDT: les lois organiques ne sont pas des lois ordinaires, elles ont pour objet de préciser le fonctionnement des pouvoirs publics, elles se placent hiérarchiquement au-dessus des lois simples, mais en dessous des lois constitutionnelles)

Et dans l'article 175, ils ont stipulé que 40% des taxes iront vers les provinces et qu'elles seront prises à la source. Cette option a bien sûr été prise pour protéger l'unité nationale. Mais dans le contexte actuel du Congo, ce système renforce la division, les luttes internes, voire même incite à la sécession. Pourquoi? Parce que quiconque détient une fonction dans l'Etat se battra jusqu'au bout pour contrôler une part aussi large que possible des rentrées financières étatiques pour la simple raison, selon l'idéologie mobutiste, que le Chef traite de la propriété étatique comme si elle était sa propriété privée. L'idéologie mobutiste découle de l'idéologie féodale avec laquelle Léopold II défendait la gestion de sa propriété coloniale et qui est encore aujourd'hui la manière d'envisager les choses de l'écrasante majorité de la bourgeoisie congolaise qui a évolué d'une bourgeoisie traditionnelle d'intérêts composés vers une bourgeoisie à ambitions nationales.

En fait, l'article 175 a déjà causé des problèmes majeurs parce que certaines provinces ont interprété la loi des 40% comme une méthode pour distribuer les taxes. Cela veut dire que

toutes les provinces envoient les taxes collectées aux autorités centrales qui redistribuent 40% d'une façon proportionnelle selon les habitants. Mais les provinces les plus riches, bien sûr, ont compris que chaque province aurait le droit de garder pour elle 40% des taxes qu'elle a collectées et de ne donner que ce qu'il reste à l'Etat central. Le gouverneur de la province la plus riche, le Katanga, Moïse Katumbi, un homme conseillé par le Mossad israélien et la CIA américaine, s'est déjà rebellé contre le gouvernement sur cette question. Il a dû se retirer, mais il attend son heure.

La décentralisation devrait être achevée en février 2010. Et en 2008, il est aussi programmé d'organiser des élections locales pour les villes et les communes.

On peut s'attendre à de solides batailles pour affaiblir le gouvernement central et, pour le moment, l'administration Bush n'a pas perdu une seconde. Jendayi E. Frazer, secrétaire d'Etat aux affaires africaines des USA, a déclaré devant le subcomité des Affaires africaines du comité sénatorial américain des relations étrangères le 24 octobre 2007 que la première cible dans le conflit avec l'Est était d'augmenter l'autorité de l'Etat en renforçant les institutions civiles par le biais d'un processus de décentralisation et la préparation des élections locales en 2008.

6. La position de Kabila est encore faible.

Joseph Kabila a réussi à se maintenir jusqu'à présent en faisant de nombreuses concessions et en espérant que le temps et que les contradictions interimpérialistes, combinées avec l'alliance avec la Chine et le soutien passif du peuple congolais, pourront être harmonisés pour organiser son administration. Pour éviter de provoquer la colère des USA et de l'Union européenne, il a enterré définitivement la politique voulue par son père de se consacrer avant tout au soutien du peuple congolais. Il a rompu avec les traditions de Mzee qui passait plus de temps à parler avec le peuple et avec les soldats qu'à définir une politique claire et à les mobiliser pour sa défense. Il a dissous le CPP et a complètement rompu avec le concept de son père de défense de la démocratie, du peuple et d'un Etat congolais qui serait entre les mains du peuple congolais.

Au lieu de cela, il s'est lié à une classe de technocrates dont beaucoup ont été formés sous le mobutisme. Les élections parlementaires ont vu le retour en force de la frange fortunée du peuple, détentrice d'un pouvoir acquis pour la majorité d'entre eux dans la période précédant la chute de Mobutu Il est vrai que cette politique de « faire des concessions dans le but de sauver l'essentiel » a, jusqu'à maintenant, obtenu des résultats importants.

Mais la grande question est de savoir si cette base d'appui de Joseph kabila lui permettra de se maintenir debout dans la prochaine longue lutte pour bâtir un Etat congolais fort qui se développerait réellement dans le sens des intérêts du peuple et pas des intérêts des grandes multinationales et des intérêts géostratégiques des grandes puissances.

Un retour à la politique de Laurent Kabila est ce que nous espérons. Mais entre temps, nous devons continuer, ici en Europe, à dénoncer les ambitions néo-coloniales et les intrigues incessantes de nos gouvernements.

(*) Cet article a été écrit pour le journal Lalkar et a été traduit de l'anglais vers le français par J-M.Nouwynck

La source originale de cet article est [Michel Collon info](#)

Copyright © [Tony Busselen](#), [Michel Collon info](#), 2008

Articles Par : [Tony Busselen](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca